

**RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

**ÉTATS FINANCIERS
30 JUIN 2017**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, qui comprennent le bilan au 30 juin 2017 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net (négatif) et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 30 juin 2017 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

RDL Légaré Mc Nicoll inc.

RDL Légaré Mc Nicoll inc. ¹
Société de comptables professionnels agréés

Québec,
le 29 août 2017

¹ Julie Bilodeau, CPA auditrice, CA

RDL Légaré Mc Nicoll inc. est une entité juridique distincte et indépendante qui n'est pas associée ni mandataire des autres entités membres du Groupe RDL.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Résultats

Pour l'exercice clos le 30 juin

2017

2016

	2017				2016	
	Fonctionnement	Recherche sur le logement social	Politiques municipales en développement social	Projet d'ancrage	Total	Total
Subvention - Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale						
- Entente triennale	100 000 \$	- \$	- \$	- \$	100 000 \$	100 000 \$
- Fonds québécois d'initiatives sociales	-	4 800	-	-	4 800	36 763
Subvention - Société d'habitation du Québec	-	1 640	-	-	1 640	9 960
Subvention - autre organisme	-	200	-	-	200	960
Adhésions	600	-	-	-	600	180
Contribution d'une fondation privée	2 420	500	36 064	37 500	76 484	48 480
Inscriptions	1 410	-	-	-	1 410	9 819
Ventes de trousseaux	-	-	-	-	-	180
Autres revenus	357	-	-	-	357	-
	104 787	7 140	36 064	37 500	185 491	206 342
Salaires et charges sociales	40 247	-	27 064	11 177	78 488	98 892
Activités bi-annuelles	-	-	-	2 873	2 873	6 439
Assurances	653	-	-	-	653	735
Communications	2 307	-	276	-	2 583	2 279
Cotisations et affiliations	50	-	-	-	50	75
Déménagement	645	-	-	-	645	-
Formation	327	-	300	-	627	1 292
Fournitures de bureau	5 031	218	-	-	5 249	6 252
Frais bancaires	486	-	-	-	486	335
Frais de gestion interprojet	(3 105)	-	3 105	-	-	-
Lancement de la recherche	-	718	-	-	718	-
Loyer	6 944	-	-	-	6 944	9 198
Publicité et promotion	273	-	-	-	273	5 003
Représentation et déplacements (annexe A)	683	-	4 116	1 481	6 280	15 637
Services professionnels (annexe B)	10 444	8 925	1 203	5 000	25 572	66 545
Amortissement des immobilisations corporelles	250	-	-	-	250	415
	65 235	9 861	36 064	20 531	131 691	213 097
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	39 552 \$	(2 721) \$	- \$	16 969 \$	53 800 \$	(6 755) \$

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 30 juin

2017

2016

	<u>Total</u>	<u>Total</u>
SOLDE AU DÉBUT (DÉFICITAIRE)	(10 780) \$	(4 025) \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	<u>53 800</u>	<u>(6 755)</u>
SOLDE À LA FIN (DÉFICITAIRE)	43 020 \$	(10 780) \$

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Bilan

Au 30 juin

2017

2016

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Trésorerie	126 401 \$	63 952 \$
Taxe de vente et taxe sur les produits et services	789	5 618
Frais payés d'avance	1 923	2 283

129 113 71 853

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 3)

936 1 186

130 049 \$ 73 039 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Emprunt bancaire et facilité de crédit (note 4)	17 \$	17 \$
Créditeurs (note 5)	24 512	23 657
Apports reportés (note 6)	62 500	60 145

87 029 83 819

ACTIF NET

ACTIF NET NON AFFECTÉ (NÉGATIF)

43 020 (10 780)

130 049 \$ 73 039 \$

Pour le conseil d'administration :

_____, administrateur

_____, administrateur

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 30 juin

2017

2016

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	53 800 \$	(6 755) \$
Ajustement pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>250</u>	<u>415</u>
	54 050	(6 340)

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

Taxe de vente et taxe sur les produits et services	4 829	1 102
Frais payés d'avance	360	(201)
Créditeurs	855	6 540
Apports reportés	<u>2 355</u>	<u>14 820</u>
	8 399	22 261

62 449

15 921

ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Remboursement de l'emprunt bancaire	-	(14)
-------------------------------------	---	------

AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE

62 449

15 907

TRÉSORERIE AU DÉBUT

63 952

48 045

TRÉSORERIE À LA FIN

126 401 \$

63 952 \$

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 30 juin 2017

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec depuis le 19 mai 2005 et est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Il a pour mission de soutenir ses membres et de faire la promotion du développement social partout au Québec.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du Manuel de CPA Canada en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotations sont constatés à titre d'augmentation directe de l'actif net au cours de l'exercice.

Les droits d'inscription sont constatés à titre de produits lorsque les activités ont lieu.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'emprunt bancaire, des fournisseurs et des salaires et vacances.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 30 juin 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

	<u>Taux</u>
Matériel informatique	55 %
Mobilier de bureau	20 %

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	<u>Valeur</u>	<u>Valeur</u>
	<u>Coût</u>	<u>nette</u>
	<u>Amortissement</u>	<u>nette</u>
	<u>cumulé</u>	<u>nette</u>
Matériel informatique	3 541 \$	86 \$
Mobilier de bureau	2 127	1 063
	<u>5 668 \$</u>	<u>1 186 \$</u>

4. EMPRUNT BANCAIRE ET FACILITÉ DE CRÉDIT

L'emprunt bancaire est autorisé au montant de 11 500 \$ et porte intérêts au taux de 8,2 %. L'emprunt bancaire est renouvelable annuellement.

L'organisme possède également une facilité de crédit sous forme de carte de crédit d'un montant autorisé de 3 500 \$, portant intérêts au taux de 8,2 %. Au 30 juin 2017, un montant de 1 277 \$ provenant de cette facilité de crédit est comptabilisé dans les crédettes.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 30 juin 2017

5. CRÉDITEURS

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Fournisseurs	3 532 \$	6 086 \$
Salaires et vacances	10 851	4 735
Retenues à la source et charges sociales	<u>10 129</u>	<u>12 836</u>
	<u>24 512 \$</u>	<u>23 657 \$</u>

6. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice qui, en vertu d'affectations externes, sont destinés à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	<u>30 juin 2017</u>	<u>30 juin 2016</u>
Solde au début	60 145 \$	45 325 \$
Plus : Montant reçu	185 479	203 620
Moins : Montant constaté à titre de produits de l'exercice	<u>(183 124)</u>	<u>(188 800)</u>
Solde à la fin	<u>62 500 \$</u>	<u>60 145 \$</u>

7. RISQUE FINANCIER

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de l'emprunt bancaire et de ses créditeurs. La direction estime que l'organisme possède les liquidités nécessaires pour rencontrer ses engagements.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 30 juin 2017

8. ENGAGEMENTS

L'organisme est locataire de deux locaux en vertu de baux venant à échéance le 31 août 2018. Les loyers minimums futurs totalisent 12 716 \$ et comprennent les versements suivants pour les deux prochains exercices :

2018	11 738 \$
2019	978 \$

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2017.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Renseignements complémentaires
Pour l'exercice clos le 30 juin

2017

2016

ANNEXE A REPRÉSENTATION ET DÉPLACEMENTS

Conseil d'administration et présidence	1 025 \$	6 887 \$
Invités	-	625
Permanence	1 289	6 350
Autres projets	<u>3 966</u>	<u>1 775</u>
	6 280 \$	15 637 \$

ANNEXE B SERVICES PROFESSIONNELS

Audit	3 519 \$	3 510 \$
Comptabilité et gestion courante	7 225	6 580
Contractuels	<u>14 828</u>	<u>56 455</u>
	25 572 \$	66 545 \$